

bulletin du militant



HEBDO

FGM CFDT

- Face à la résistance patronale 1 - 2
- Bloc-notes fédéral 2
- JAZ - THOMSON - S.N.I.A.S. Automobile 3
- Statuts précaires 4

## FACE A LA RESISTANCE PATRONALE: L'ACTION DES TRAVAILLEURS

*S'il ne suffisait que de souffler sur la vieille société pour l'abattre, ce serait vraiment trop commode.*

*Nous méprendre sur la grandeur de l'effort indispensable c'est nous préparer de cruelles désillusions...*

*La révolution sociale ne s'accomplira pas sans que soit nécessaire un formidable effort.*

Emile POUGET :  
1<sup>er</sup> mai 1904  
Syndicaliste

Point n'est nécessaire d'avoir fait les grandes écoles pour le savoir : le changement c'est plus facile à en parler qu'à le faire. L'examen de la situation présente en ce mois de rentrée le confirme.

En effet, où en sommes-nous ?

Depuis le 10 mai des décisions importantes ont été prises ; elles sont connues, car souvent citées et appréciées dans toute la presse syndicale : elles témoignent de la volonté gouvernementale de s'attaquer aux fondements d'une société profondément inégalitaire.

La C.F.D.T. est une organisation qui veut parler vrai.

Engagée dans le dur combat quotidien, forte de son expérience, elle sait sans doute mieux que quiconque apprécier une avancée, un progrès social.

Mais intransigente sur ses objectifs, sur la qualité du changement, elle sait tout autant reconnaître les points et les forces de résistance.

Aussi, la F.G.M. est-elle aujourd'hui capable d'apprécier positivement les initiatives heureuses qui marquent aujourd'hui la vie des travailleurs, comme de mener combat contre les politiques et les pratiques anciennes qui, sous une forme ou sous une autre, feraient obstacle au changement tel que nous le voulons.

Et il en existe aujourd'hui ?

Dans le gouvernement lui-même ; son programme n'épouse certes pas les positions de la C.F.D.T., ce qui n'est pas anormal, et ces jours derniers des appréciations différentes sont apparues, et sur des points

importants. Le programme nucléaire, le champ des nationalisations mettent par exemple en évidence deux conceptions sur le type de développement.

Le droit des travailleurs dans les entreprises nationalisées, le rôle des organisations syndicales marquent une tendance centraliste qui ne peut nous satisfaire. De plus, à l'issue de différentes rencontres dans les ministères qui sont nos interlocuteurs, nous avons pu constater qu'il n'était pas assez tenu compte du point de vue des organisations syndicales.

Il ne s'agit pas là d'une quelconque frustration, d'un orgueil mal placé mais d'une critique de fond. En effet, comment peut-on prétendre mener une réelle lutte contre la crise, contre le chômage si le gouvernement ne sait pas écouter et prendre en compte l'avis des organisations qui ont une précieuse expérience en la matière.

**Ceci est d'autant plus justifié que l'organisation syndicale doit prendre sans attendre un rôle décisif contre le point de résistance majeur : le patronat.**

Depuis quelques temps, celui-ci multiplie les attitudes profondément négatives.

Il possède le pouvoir économique, en use et en abuse : l'investissement nécessaire à la relance ne décolle pas, des forces s'organisent pour rendre difficile les nationalisations, les banques maintiennent un taux élevé d'intérêt, l'attitude des patrons envers les syndicats n'a pas évolué





Suite de la page 1

positivement, dans l'ensemble les négociations piétinent...

Le gouvernement pourra bien sûr contrarier partiellement cette politique. **Mais il faut être lucide, pour l'essentiel, face au patronat la force déterminante sera l'action syndicale.**

C'est le syndicat, la C.F.D.T. particulièrement qui doit pouvoir s'opposer le plus efficacement à cette résistance, à ce sabotage rampant.

Il faut que toutes nos organisations, nos militantes et militants soient convaincus, que sans une action déterminée il n'y aura pas de réel changement.

Il faut dépenser des trésors d'imagination dans les entreprises pour offrir aux travailleurs une analyse des objectifs, des formes d'actions crédibles. **Il faut qu'ils ressentent véritablement que ce que leur propose la C.F.D.T. va contribuer au changement et non pas le fragiliser.**

Pas facile, mais impératif pourtant !

La Réduction du Temps de Travail n'est-elle pas le bon moyen ? Nous avons là un objectif qui, dans sa nature, peut changer la vie, s'oppose radicalement au patronat, peut unifier le plus grand nombre de travailleurs. En imposant des négociations sur cette revendication à tous niveaux et obtenant des résultats nous recréerons la dynamique syndicale. Réfléchissons-y ensemble. C'est en tout cas ce que feront, pour leur part dans les prochains jours, la C.E.F. et le C.F.

**A l'issue du Conseil Fédéral du 28 septembre, « un plan d'action » sur la R.T.T. sera défini, celui-ci sera soumis à la discussion dans les syndicats.**

**Il sera diffusé dans le B.M. Hebdo qui sort le 8 octobre.**

## BLOC-NOTES FEDERAL

(jusqu'au 16 octobre)

### RÉUNION DES INSTANCES DIRIGEANTES DE LA FÉDÉRATION

- **17 - 18 septembre :** C.E.F. (Commission Exécutive Fédérale).  
**A l'ordre du jour :**  
— analyse de la situation ;  
— élaboration des propositions d'actions et d'objectifs à négocier, qui seraient soumises au C.F.
- **28 septembre :** Conseil fédéral extraordinaire.  
**A l'ordre du jour :**  
**Décisions :**  
— des objectifs sur lesquels la F.G.M. veut aboutir sur la R.T.T. lors des négociations avec l'U.I.M.M. de l'action à mener ;  
— des procédures de consultation à mettre en œuvre à l'issue des négociations.
- **12 - 16 octobre :** Session du Conseil Fédéral  
**A l'ordre du jour :** le plan de travail de la F.G.M. pour les 18 prochains mois.

### SESSIONS NATIONALES\*

- **9 - 10 - 11 septembre :** Session de l'Union Fédérale Equipement.
- **21 - 25 septembre :** Session de la branche Sidérurgie.
- **23 - 25 septembre :** Session de la branche Horlogerie.
- **30 sept. - 1<sup>er</sup> octobre :** Session de la branche Aéronautique.
- **29 sept. - 1<sup>er</sup> octobre :** Session nationale Formation permanente et continue.
- **7 - 8 octobre :** Rencontre travailleuses.
- **9 - 10 octobre :** Session de branche automobile.

### RENCONTRES INTERNATIONALES

- **30 sept. au 3 octobre :** Visite d'une délégation de la Fédération Métallurgique de Finlande à la F.G.M.

### RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL : PREMIÈRES NÉGOCIATIONS

- |                                      |              |
|--------------------------------------|--------------|
| FROID :                              | 8 septembre  |
| U.I.M.M. :                           | 15 septembre |
| GARAGES :                            | 22 septembre |
| JOUETS :                             | 28 septembre |
| MACHINISME ET RÉPARATION AGRICOLES : | 9 octobre    |

#### \* ATTENTION :

La participation à ces sessions est souvent liée à certaines conditions : il est donc bon de s'informer auprès des Secrétaires d'Unions Métaux ou à la F.G.M.



## JAZ se désengagerait-il de l'horlogerie ?

La presse fédérale a fait état à plusieurs reprises de la lutte des travailleuses et travailleurs de JAZ à Wintzenheim pour leur emploi, pour que JAZ puisse continuer la production de montres, réveils et pendules. La lutte engagée avait pour objectif de maintenir l'emploi, donc d'avoir du travail, voire faire de la sous-traitance pour MATRA, puisque JAZ est filiale MATRA. Par ailleurs, JAZ est la tête de file d'un groupe horlogerie avec YEMA et FRAMELEC. La lutte avait également pour objet de conserver en FRANCE un groupe horloger important pouvant être le moteur de la branche horlogerie.

De grandes menaces existent aujourd'hui. Après avoir signé un accord sur la commercialisation de produits horlogers japonais, JAZ montera, puis fabriquera des mini-ordinateurs domestiques suite à un accord devant se signer entre MATRA et la firme américaine «TANDY».

Est-ce que ce sont les derniers espoirs de voir une véritable politique industrielle en matière d'horlogerie se constituer en FRANCE? L'action de la F.G.M. avec sa branche et les sections syndicales vont continuer la lutte pour l'emploi, pour une politique concertée en matière d'industrie dans l'horlogerie.

## THOMSON C.S.F.: le gouvernement laisse-t-il faire ?

C'est la question que l'on peut sérieusement se poser. En effet, il n'a nullement tenu compte du point de vue de la C.F.D.T. qui ne souhaitait pas que soit avalisé un accord donnant en quelque sorte carte blanche aux constructeurs japonais sur le marché du vidéo-disque.

Preuves à l'appui on est allé dire au Ministère de l'Industrie que THOMSON avait abusé le Gouvernement pour le convaincre au bien-fondé de sa politique. Au Ministère on balbutie : «... on ne sait pas... on va voir...».

Fâcheuse impression qui renforce les inquiétudes nourries par la décision de ne pas nationaliser THOMSON-C.S.F. dès maintenant alors qu'il s'agit pourtant d'une filiale qui produit des armements. Ne pas nationaliser entièrement THOMSON-C.S.F. est une aberration économique, un rétrogradage politique.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

## S.N.I.A.S.: négociation sur la réintégration des 7 licenciés

Grâce à l'action engagée (qui s'est notamment traduite par un arrêt de travail de toute la métallurgie Nazairienne) et aux démarches effectuées près des Ministères concernés, une négociation s'est enfin engagée entre la C.F.D.T. et la C.G.T. et la direction générale de la S.N.I.A.S., sur la réintégration des travailleurs qui avaient été licenciés en 1979 à la suite d'un conflit. La direction générale propose l'embauche dans des entreprises sous-traitantes, puis dans un délai de deux ans examen cas par cas pour réintégration dans un des établissements de l'entreprise, hormis St-Nazaire. La C.F.D.T. et la C.G.T. ont refusé cette proposition. Une nouvelle rencontre est prévue pour le 16 septembre.

La C.F.D.T. tant au niveau de l'INTER que de la F.G.M., poursuit son action pour obtenir des changements profonds dans la politique sociale de cette société nationale, dont la pratique n'avait en fait rien à envier à celle de certaines entreprises privées qui se sont illustrées dans la répression et la discrimination syndicale.

## AUTOMOBILE: rentrée difficile

La rentrée sera difficile, déjà les C.C.E. extraordinaires se réunissent à R.V.I., à PEUGEOT, à D.B.A. avec, à l'ordre du jour, l'examen de la situation économique.

Les suppressions d'emplois se sont accélérées en 81 dans tous les secteurs (constructeurs équipementiers, sous-traitants).

Dans la dernière période on a connu des licenciements mais aussi des départs anticipés à 56 ans ou 55 ans, des retours à 40 heures ont même été obtenus, voire des embauches. Aujourd'hui avec la gauche au pouvoir, la restructuration ne doit pas être la continuité de ce qu'à fait la droite.

C'est pourquoi ce qui se passe dans l'équipement nous amène à jeter le cri d'alarme. Le Ministère de l'Industrie maîtrise-t-il les regroupements? Sont-ils au clair sur les manigances patronales?

L'Union Fédérale Automobile envisage d'entamer la bataille, c'est l'objet du dernier document diffusé pour la convocation de l'U.F.A. les 9 et 10 octobre à Bierville.

C'est donc une invitation à faire remonter à la F.G.M., les problèmes qui se posent pour coordonner l'action qui concerne 280 000 travailleurs chez les constructeurs, 130 000 chez les équipementiers, 290 000 dans la sous-traitance sans oublier les 400 000 travailleurs des Garages.

# échos

## FAVERGES

### FETE DE LA JEUNESSE

Les 3 et 4 septembre a eu lieu à FAVERGES (Haute-Savoie), la fête de la jeunesse organisée par la C.F.D.T. locale.

Cette fête permet, depuis maintenant deux ans, aux jeunes de la localité de participer à diverses manifestations (jeux, musique, danse).

Outre, de nombreux stands d'organisations de jeunes sont le lieu de débats fructueux.

Parmi ces stands celui des travailleurs (ses) de Bourgeois en lutte depuis le 24 juillet pour le maintien de leur emploi.

La F.G.M. était représentée par son secrétaire général, venant ainsi témoigner le soutien de la C.F.D.T. à la lutte de ceux et celles de Bourgeois.

Cette fête fut donc l'occasion de lier action et joie de vivre, travail et culture, et surtout de voir s'exprimer par les nombreux jeunes présents leur volonté de participer à toutes les activités travail, culture, loisirs, d'être véritablement acteurs dans la société.

Plus précisément ceux et celles de Bourgeois forts de la première victoire qu'ils viennent de remporter (maintien de l'activité totale jusqu'au 31/10 permettant ainsi de réaliser une étude de rentabilité, de créer les conditions pour la poursuite de l'activité) sont plus que jamais déterminés à poursuivre leur action pour le maintien de leur emploi.

Ils peuvent, ils doivent gagner :

- leurs arguments sur la viabilité de leur entreprise, la qualité de leurs produits sont forts ;
- leur unité déborde largement les seuls travailleurs de production, c'est ainsi que les agents du service commercial sont dans l'action ;
- la population locale soutient totalement leur action ;
- la C.F.D.T. depuis son syndicat local, l'Union Métaux Alpes, jusqu'à la F.G.M. est également déterminée à contribuer à cette victoire.





## STATUTS PRECAIRES: UNE PREMIERE AU C.N.E.S. TOULOUSE

Au Centre National d'Etudes Spatiales (C.N.E.S.) la sous-traitance sur le site est devenue, comme partout, une pratique courante. Il y a autant de sous-traités que de titulaires. Ainsi au Centre de Toulouse cohabitent en permanence depuis des années, 600 salariés du C.N.E.S. et 450 travailleurs sous-traités. Autre exemple, le C.N.E.S. est propriétaire du plus grand centre européen de simulation d'environnement spatiale, mais les cent personnes chargées de sa mise en œuvre appartiennent toutes à une société de sous-traitance.

Face à cette situation, la C.F.D.T. du C.N.E.S. mène depuis plus de 10 ans une action déterminée pour défendre quotidiennement les travailleurs sous-traités, garantir leur emploi et leurs avantages lors des appels d'offre et OBTENIR LEUR INTÉGRATION AU C.N.E.S. De nombreux succès ont été obtenus permettant d'implanter la C.F.D.T. parmi ces travailleurs.

En juin dernier, une étape importante a été franchie. Pendant toute une période, la direction du C.N.E.S. refusait d'être impliquée dans la recherche de solutions dans des conflits concernant des salariés des entreprises sous-traitantes, prétextant que cela ne la regardait pas. Puis, sous la poussée des événements, elle a été contrainte d'être présente dans certaines négociations. Enfin, le 3 juin dernier, à l'issue d'une grève de trois semaines, des travailleurs sous-traités de la centrale d'énergie qui luttaient pour le maintien de leurs avantages acquis à la suite de leur transfert de la SITECO à la COMSIP, les représentants syndicaux du C.N.E.S. et de la COMSIP signaient un protocole d'accord avec LA SEULE direction générale du C.N.E.S., dans lequel étaient définis: le contrat de travail, les conditions salariales, les conditions sociales, les qualifications.

**AINSI, le C.N.E.S. se reconnaissait officiellement l'employeur réel des «sous-traités» de la centrale d'énergie.**

C'est un succès capital qui montre la voie à suivre. En effet c'est l'entreprise utilisatrice qui est la première responsable de la situation des tra-

vailleurs sous-traités. C'est donc vers elle que doit s'orienter l'action et la recherche de solutions permettant la réunification des contrats de travail.

Dans la foulée de cette action, les secteurs C.F.D.T. des différents centres du C.N.E.S. ont posé à nouveau le problème d'ensemble de l'intégration des travailleurs sous-traités. Un mémoire solidement charpenté a été établi, il a servi de support à une intervention auprès du Ministère de la Recherche et a été déposé à la direction générale lors d'une négociation qui s'est déroulée le 24 juillet.

Au cours de celle-ci la direction du C.N.E.S. a admis le principe d'une intégration... de ceux et celles qui concourent directement à la mission du C.N.E.S., environ 480 personnes, en excluant tous les travailleurs des services généraux (nettoyage... restaurant...).

Devant l'hostilité de l'ensemble des organisations syndicales, elle fera de nouvelles propositions pour la fin septembre.

L'action de la C.F.D.T. du C.N.E.S. démontre qu'en prenant les moyens nécessaires, il est possible aujourd'hui de mobiliser les travailleurs et d'imposer des avancées.

## EN BREF EN BREF EN BREF

### DROITS DE L'HOMME

#### ● A VOIR:

L'expo itinérante de la F.G.M.-C.F.D.T. qui est du 14 au 25 septembre à l'usine DASSAULT à Biarritz.

#### ● A LIRE: BOUKOWSKY

Qui ne connaît pas BOUKOWSKY, contestataire soviétique, celui qui en 1976 fut échangé contre CORVALAN, leader du P.C. chilien.

Son premier livre «Et le vent reprend ses tours» est un témoignage poignant sur le régime totalitaire soviétique. Il sait de quoi il parle, il a vécu 15 ans de sa vie (il n'a que 40 ans) dans les camps, la prison, la relégation, l'enfer psychiatrique.

Son second livre «Cette lancinante douleur de la liberté», sorti voici quelques mois seulement est plus complexe.

C'est un cri en direction de tous ceux qui sont épris de liberté, un appel à la résistance contre toutes les formes d'oppression (et il découvre qu'elles sont nombreuses en occident).

L'humaniste se dévoile mais dans le même temps, il nous révèle une autre facette de lui-même et de tous ses amis: un dissident soviétique peut-il encore croire au socialisme?

— Et le vent reprend ses tours: collection livre de poche.

— Cette lancinante douleur de la liberté: chez Laffont.

#### ● POLOGNE

A VOIR: L'HOMME DE FER, film polonais d'Andrzej WAJDA, une évocation remarquable des grèves en Pologne et de la construction du syndicalisme indépendant. A ne pas rater... particulièrement en version originale (V.O.).

#### ● BULLETIN DU MILITANT F.G.M.-C.F.D.T.

#### ● Rédaction, diffusion, administration :

5, rue Mayran - 75009 PARIS  
Tél. 247.74.00

#### ● Le directeur de la publication : Jean LAPEYRE

#### ● Composition et impression : Est-Imprimerie, ZAC Tournebride - 57160 MOULINS-LÈS-METZ

#### ● Abonnement : 90 F par an.

Les abonnements sont effectués groupés par la Section Syndicale ou le Syndicat à l'aide des formulaires B.M.

#### ● Pour tout changement d'adresse, nous faire parvenir une bande d'envoi récente et 2 F en timbres.

#### ● C.P.P.A.P. N° 636 D 73.